



## Compte-rendu de la réunion du 04 avril 2016

### La géopolitique de l'énergie en Asie

#### 1. Organisation du Groupe de travail Géopolitique de l'énergie (IDées)

##### Fonctionnement des réunions IDées

Alexandre ROJEY, Animateur IDées

##### Introduction à la réunion

Jean-Pierre FAVENNEC, Animateur Idées et Professeur IFP School

#### 2. Exposés

##### Géopolitique de l'énergie en Asie

Keisuke SADAMORI IEA Director, Energy Markets and Security

*La présentation pdf est disponible sur le site de la Fondation*

- Pour la période 2014-2040, la demande d'énergie primaire va croître principalement en Inde et en Chine.
- En Chine, la croissance économique va ralentir et les activités vont être transférées progressivement de l'industrie vers les services. La croissance de la demande va porter principalement sur les carburants.
- La croissance de la demande de gaz naturel d'ici 2040 va se situer pour moitié en Asie, mais le gaz naturel va se heurter à une forte compétition de la part des renouvelables et du charbon.
- La production d'électricité à partir de charbon va continuer à progresser, mais les rendements vont augmenter (part croissante de centrales supercritiques et ultra-supercritiques).
- Depuis l'an 2000, la croissance de la demande en charbon a été concentrée en Chine (85% de la croissance globale, 15% en Inde).
- L'Asie est engagée dans un effort de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. L'efficacité énergétique est le premier facteur qui va y contribuer, les énergies renouvelables viennent ensuite. Les actions actuellement prévues sont néanmoins insuffisantes pour rester dans la limite des 2°C.

##### Politique énergétique et climatique au Japon

Carole MATHIEU, Chercheur Centre Energie IFRI

*La présentation pdf est disponible sur le site de la Fondation*

- L'année 2016 marque les cinq ans de la catastrophe de Fukushima.



- La dépendance vis-à-vis des importations énergétiques est perçue comme une « vulnérabilité fondamentale ». Dans un pays dont la population est en déclin (elle devrait passer de 127,3 à 97 millions en 2050), le gouvernement cherche à augmenter le niveau des exportations tout en réduisant les importations d'énergie (« abenomics »)
- L'arrêt de la production nucléaire a été compensé principalement par le gaz naturel ainsi que par le charbon et le pétrole.
- Cette situation a conduit à une forte augmentation du prix de l'électricité, du déficit commercial et des émissions de GES.
- La nouvelle stratégie (3E+S), mise sur un retour du nucléaire, une réduction de la part du gaz naturel ainsi que de la part du pétrole et sur le maintien à un niveau relativement élevé de la part du charbon.
- Le soutien au charbon est accompagné de la volonté de valoriser des technologies japonaises performantes.
- Dans le domaine de la lutte contre le réchauffement climatique, le Japon est passé de la position de leader à la position de suiveur, en retrait lors de la COP 21.
- L'avenir reste incertain. Le redémarrage des réacteurs nucléaires se heurte à une forte opposition. L'extension de la durée d'exploitation des centrales de 40 à 60 ans est en débat. Il existe un risque de report sur le charbon. Le Japon mise sur l'action volontaire et la R&D.

### **Politique « Géopolitique de l'énergie en Chine »**

Gabrielle DESARNAUD, Chercheur Centre Energie IFRI

*La présentation pdf est disponible sur le site de la Fondation*

- La consommation d'énergie primaire en Chine a bondi à partir de 2000.
- De ce fait, la Chine a été amenée à importer une part croissante de l'énergie qu'elle consomme à partir de 2007.
- La sécurité des approvisionnements énergétiques est la priorité de la Chine. L'énergie représente presque la moitié des investissements à l'étranger de la Chine (plus de 510 milliards depuis 2005)
- La Chine cherche à renforcer l'intégration régionale par la construction d'infrastructures énergétiques.
- Elle vise également, au niveau international, à contrôler des réseaux d'échange avec l'Europe, le reste de l'Asie et l'Afrique (nouvelle route de la Soie).
- Confrontée à des problèmes de pollution préoccupants (28% des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>, alertes de pollution), elle cherche à limiter l'usage du charbon et à développer les renouvelables.
- Elle exerce un leadership croissant sur les questions environnementales et accepte peu à peu de respecter des règles communes. Elle a joué un rôle important dans les négociations de la COP 21.
- Cette politique marque un tournant dans les priorités de la Chine.



### 3. Discussion / Conclusion

Débat animé par Jean-Pierre Favennec, Animateur du Groupe Géopolitique

#### Politique énergétique du Japon

- La rapidité avec laquelle le Japon a pu faire face à l'arrêt de ses centrales nucléaires est étonnante. Elle s'explique par la mise en route de nombreuses centrales thermiques, dont certaines très anciennes, ainsi que par la discipline des japonais qui ont accepté de modérer leur consommation d'électricité.
- Le Japon est amené à renforcer l'interconnexion de son réseau électrique, actuellement desservi par cinq compagnies de distribution.
- Dans le domaine de la mobilité, le Japon mise sur l'hydrogène, éventuellement produit à partir de combustibles fossiles.
- Le Japon dispose de peu de possibilités de développement de l'hydraulique et de la biomasse-énergie.
- Il est engagé dans les projets de CCS (mais, pour le moment, uniquement au niveau de la démonstration).
- Il mène une importante politique de R&D dans le domaine du charbon propre.

#### Politique énergétique de la Chine

- Les actions menées par la Chine pour renforcer sa position internationale dans le domaine de l'énergie sont accueillies avec défiance (refus des États-Unis de l'acquisition d'UNOCAL par le pétrolier chinois CNOOC en 2005)
- La Chine mise sur le nucléaire (capacité x 2 dans le 12e Plan), mais il ne représentera qu'une part assez faible de sa production d'électricité à l'horizon 2030 (4%).
- La légitimité du régime qui s'appuie sur une classe moyenne en développement dépendra de sa capacité à maîtriser les problèmes d'environnement.
- Le gouvernement cherche à concilier économie et environnement, mais l'avenir des générations futures passe au second plan.
- Le plafonnement des émissions de CO2 d'ici 2030 sera facilité par l'évolution des activités de la Chine, qui, dans l'avenir, seront moins tournées vers l'industrie lourde.
- La Chine cherche à diversifier ses approvisionnements en gaz naturel (Russie, mais aussi Kazakhstan, Turkménistan).
- La communauté des ouïgours pose des problèmes politiques, mais n'est pas vraiment un obstacle au développement des ressources énergétiques. La mise en place d'infrastructures énergétiques (routes, lignes électriques) favorise plutôt une amélioration de la situation économique et par voie de conséquence politique des régions concernées.
- Pour les véhicules, la Chine mise beaucoup sur le gaz naturel (bus, taxis).
- En cas de pic pétrolier ou charbonnier, on peut s'attendre à des répercussions importantes sur l'économie chinoise.



### **Contexte régional**

- Compte-tenu de l'évolution prévue sur les plans de la démographie et d'économie, la politique menée en Asie dans le domaine du réchauffement climatique aura un impact décisif.
- Les pays asiatiques auront intérêt à renforcer leur coopération dans l'avenir. C'est, en tout cas, ce que recommande l'AIE. Ils peuvent notamment développer la concertation en matière de sécurité énergétique (stocks stratégiques). La Chine peut renforcer notablement la coopération multilatérale.

### **4. Prochaine réunion**

Groupe Idées Géopolitique

**Lundi 20 juin 2016**  
Domaine de Vert Mont